



## LETTRE OUVERTE AU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ÉQUATEUR

**Monsieur l'économiste Rafael Correa Delgado, Président constitutionnel**  
**Docteur Carina Vance, ministre de la Santé**  
**République d'Équateur**

Le Groupe de travail sur le secteur de la santé de l'Internationale des Services Publics (ISP), la fédération internationale représentant plus de vingt millions de travailleuses et travailleurs dans le monde entier, s'est réuni à Genève, en Suisse. Ce Groupe de travail souhaite faire part de sa profonde inquiétude quant à la situation des travailleuses et travailleurs équatorien(ne)s du secteur de la santé, quelle que soit leur catégorie professionnelle, et souhaite mettre en lumière les éléments suivants :

- 1. Licenciements arbitraires et injustifiés :** Les faits ont débuté au mois d'octobre 2011, et se sont poursuivis jusqu'à aujourd'hui, en 2012. Des travailleurs de l'ensemble du pays ont perdu leur emploi, sans aucune procédure administrative légale autre que l'application du Décret exécutif 813 de 2011 et du principe anticonstitutionnel de « démission obligatoire ». Selon les informations que nous avons reçues, ces licenciements ont été notifiés, dans de nombreux cas, par le recours à l'intimidation et à la violence physique dans le cadre d'une opération conjointe entre les forces de sécurité et les fonctionnaires du ministère des Relations de travail.
- 2. Affaiblissement des services de santé publics :** Les médecins spécialistes (neurochirurgiens, pneumologues, généticiens, immunologistes ou encore cardiologues), infirmières chefs de service ou en contact direct avec les patients, et autres travailleurs, qui ont été licenciés, n'ont pas été remplacés par d'autres travailleurs d'un même niveau de formation ou jouissant de la même expérience. Lors de la mise en place de ces mesures de licenciement, certains services ont été suspendus, notamment des opérations chirurgicales, ce qui a entraîné de graves conséquences pour la santé des patients. D'autre part, l'urgence sanitaire n'a pas pu être gérée de façon appropriée, une situation à l'origine de certains décès qui auraient pu être évités.
- 3. Augmentation des heures de travail pour les professionnels de la santé :** Rupture avec le Protocole de San Salvador, horaire de plus de 12 heures par jour, et conditions d'insécurité et risques professionnels allant à l'encontre de conditions de travail dignes de ce nom.

4. **Processus de sous-traitance et de privatisation des services** : A l'*Instituto Ecuatoriano de Seguridad Social-IESS*, comme dans d'autres hôpitaux publics, les services ont été privatisés. Des contrats ont été signés avec des sociétés offrant une rémunération précaire et ne respectant pas les droits humains de leurs travailleurs. A l'hôpital Baca Ortiz de la ville de Quito, le licenciement de plus de 200 travailleurs syndiqués, le 30 mars dernier, a été justifié par la sous-traitance des services dans lesquelles ils travaillaient, au profit d'une société privée.
5. **Politique visant à affaiblir les associations professionnelles**, en supprimant l'affiliation obligatoire aux associations professionnelles, en empêchant toute réduction pour les cotisations volontaires des affiliés, en licenciant les dirigeants des associations professionnelles, en interdisant la participation de ces organisations aux appels d'offre et en menant une campagne d'intimidation contre l'ensemble des professionnels par le biais de l'évaluation des performances.

Dans ces circonstances, nous exhortons le gouvernement équatorien à mettre un terme à ces licenciements massifs, à ces attaques à l'encontre des libertés syndicales et à ce démantèlement des services de santé publics. Nous exigeons la réintégration immédiate des travailleuses et travailleurs licencié(e)s. De même, nous invitons le gouvernement à mettre en place un processus de dialogue social avec les organisations syndicales et professionnelles du secteur, en comptant sur le soutien international de l'OIT, afin de parvenir à des accords concertés sur la réforme politique en faveur d'un renforcement des services publics et du droit de la communauté équatorienne à jouir de services publics de qualité.

**AYUBA PHILIBUS WABBA**

Medical and Health Workers Union of Nigeria  
Nigeria

**IRENE KHUMALO**

Swaziland Nurses Association  
Swaziland

**JUDITH KIEJDA**

New South Wales Nurses Association  
Australia

**ROSNI AZIZ**

Malayan Nurses Union  
Malaysia

**ASHOKA ABEYNAYACA**

Public Services United Nurses Union  
Sri Lanka

**MARIA APARECIDA GODÓI DE FARIA**

Confederación de Trabajadores en Seguridad Social  
Brazil

**LINDA SILAS**

Canadian Federation of Nurses' Unions

Canada

**HELENÉ LEBRUN**

Centrale des Syndicats du Québec

Canada

**RÉGINE LAURENT**

Fédération interprofessionnelle de la Santé

Du Québec, Canada

**LINDA HASLAM – STROUD**

Ontario Nurses' Association

Canada

**HEATHER SMITH**

United Nurses of Alberta

Canada

**HELENE DAVIS – WHYTE**

Jamaica Association of Local Government Officers

Jamaica

**CLAUDIO GONZÁLEZ JARA**

Federación Nacional de Profesionales

Universitarios de los Servicios de Salud

Chile

**JUAN DANIEL MONROY MONROY**

Asociación Nacional de Trabajadores del Sistema  
de Seguridad Social en Salud "ASOSISALUD"

Colombia

**RODRIGO LÓPEZ GARCÍA**

Asociación Nacional de Profesionales  
de Enfermería

Costa Rica

**CANDICE OWLEY**

American Federation of Teachers (AFT)

USA

**DEBORA BURGER**

National Nurses United

USA

**ZENEI CORTEZ**

National Nurses United

USA

**KEN ZINN**

National Nurses United

USA

**IVAN ANGELOV KOKALOV**

Federation of Trade Unions- Health Services

Bulgaria

Public Services International is a global trade union federation representing 20 million working women and men who deliver vital public services in 150 countries. PSI champions human rights, advocates for social justice and promotes universal access to quality public services. PSI works with the United Nations system and in partnership with labour, civil society and other organisations.

**MARJA-KAARINA KOSKINEN**

The Union of Health and Social  
Care Professionals  
Finland

**MARYVONNE NICOLLE**

Fédération Santé-Sociaux  
France

**ABUDULKARIM YUSUF RADHI**

General Federation of Bahrain  
Trade Union  
Bahrain

**SAMIA LETAIEF BOUSLAMA**

Fédération Générale de la Santé  
Tunisia

20 April 2012  
Public Services International  
Health Services Task Force Meeting

International Labour Office, Geneva Switzerland

Public Services International is a global trade union federation representing 20 million working women and men who deliver vital public services in 150 countries. PSI champions human rights, advocates for social justice and promotes universal access to quality public services. PSI works with the United Nations system and in partnership with labour, civil society and other organisations.

Public Services International is a global trade union federation representing 20 million working women and men who deliver vital public services in 150 countries. PSI champions human rights, advocates for social justice and promotes universal access to quality public services. PSI works with the United Nations system and in partnership with labour, civil society and other organisations.